



La pierre d'achoppement

Il y a quelques semaines, Felix Braz, ministre de la Justice, a déposé un avant projet de loi pour réformer la législation sur l'acquisition de la nationalité luxembourgeoise. Un texte équilibré, qui répond en grande partie aux propositions que le Clae avait formulées dès 2006 lors des discussions sur la réforme qui a abouti à la loi actuelle, à savoir l'introduction du droit du sol, un abaissement du délai de résidence et des exigences linguistiques moins élevées. Le texte de Félix Braz a-t-il des chances de devenir loi sans trop d'amendements ? Rien n'est moins sûr. Le référendum du 7 juin a révélé une fracture profonde au

sein de la société luxembourgeoise et laissera certainement des traces dans la nouvelle législation, qui ne pourra être votée sans un large consensus. L'ADR, la plate-forme Nee2015 et la CGFP se sont prononcés catégoriquement contre le texte, lui reprochant de « brader la nationalité » – terme déjà largement rebattu pour la loi de 2008. Si au sein des autres partis et des citoyens, un assentiment semble se dessiner autour de la question du droit du sol et l'abaissement de la durée de résidence de 7 à 5 ans, voire trois ans, les crispations autour de la langue luxembourgeoise restent au

SUITE PAGE SUIVANTE

Sommaire

p.2 « Ce que je retiens le plus, ce sont les relations d'amitié et respect qui se sont construites » – Interview croisée entre Franco Barillozzi, Anita Helpiquet et Jean Philippe Ruiz

p.4 L'intégration vécue par les jeunes de l'immigration – Note sur une recherche en cours

p.5 Il est important de garder le contact avec son enfant

p.6 « Qui ne sait pas ? » - Rencontre avec l'Association humanitaire pour les droits de l'Homme et la démocratie en Iran

p.7 InSitu Jobs : une passerelle vers l'insertion professionnelle

p.8 Agenda

« Ce que je retiens le plus, ce sont les relations d'amitié et de respect qui se sont construites »

Après plus de trente ans d'engagement et 22 années en tant que chargé de direction du Clae services asbl, Franco Barilozzi a fait valoir ses droits à la retraite le 31 octobre 2015. Sa succession est assurée par Anita Helpiquet, et Jean Philippe Ruiz. Interview croisée entre passé, présent et futur.

Le Clae a été fondé en 1985 par quelques associations issues de l'immigration portugaises, espagnoles et italiennes et regroupe aujourd'hui près de 130 associations. Quel regard portez-vous sur l'évolution du Clae et du travail effectué par son asbl conventionnée, le Clae services ?

Franco Barilozzi : En 1985, le contexte était très différent de l'actuel. Le Clae de l'époque répondait à un besoin de participations sociale et politique qui étaient quasi inexistantes. Beaucoup d'associations avaient un arrière-plan de combat politique ou syndical, tant dans les pays d'origine qu'au Luxembourg. Le Clae a été fondé pour être le porte parole de ces revendications de participations politiques, culturelles, sociales vis-à-vis des autorités luxembourgeoises. Nous avons gardé cette vision de ne pas s'impliquer dans les politiques des pays d'origine mais de nous ancrer dans la vie luxembourgeoise pour garder l'unité de notre structure.

Le Clae fête cette année son trentième anniversaire. Il a été pionnier dans bon nombre de revendications : la double nationalité, le droit du sol... Les associations qui en sont la base ont évolué avec le temps. Les migrations se sont diversifiées, les besoins également, et le Clae essaie de tenir compte de ces évolutions, notamment à travers le Clae services et ses actions d'aide à la vie associative, tout en gardant ce principe sacro-saint de ne pas se substituer aux associations et de travailler avec elles d'égal à égal. Chaque structure est indépendante dans ses idées et le Clae s'efforce de tenir compte de toutes les propositions dans ce principe d'égalité. Le Clae services a été fondé en 1991 parce qu'il nous semblait important, au-delà de la revendication, d'avoir un instrument de soutien du monde associatif, qui selon nous, a un grand rôle à jouer dans le processus d'installation et de participation des personnes venues en immigration.

Anita Helpiquet : Si on évoque cette période, 1985, on fait référence à une autre réalité. Depuis, le Clae a tout de même réussi à être la chambre d'écho d'autres migrations. De nouvelles migrations, associations viennent constamment s'y greffer, ce

qui est formidable. Je constate, ce qui est non moins intéressant, que le Festival des migrations, des cultures et de la citoyenneté a su relativement bien traduire dans l'action les nouveaux paradigmes liés à la citoyenneté et accompagner notamment les besoins de reconnaissance culturelle.

Jean Philippe Ruiz : Les questions politiques mises en mouvement par le Clae ont été extrêmement importantes pour les enjeux démocratiques du Luxembourg en donnant la parole à des personnes qui habituellement n'étaient pas entendues, que ce soit au niveau individuel ou collectif. La reconnaissance du monde associatif issu ou héritier de l'immigration est importante pour un pays tel que le Luxembourg. Mais au-delà de ces questions, le Clae a toujours été un haut lieu d'éducation populaire. Le fait de pouvoir se former les uns avec les autres, de partager les savoirs des uns et des autres, le Clae l'a fait avec des associations qui sans lui n'auraient sans doute pas été prises en compte. Ces savoirs apportés, importés, exportés ensuite parfois vers les pays d'origine sont irremplaçables. Le Festival, par exemple, dans toutes ses composantes, que ce soit par ses

SUITE PAGE SUIVANTE

SUITE DE LA PAGE PRÉCÉDENTE

cœur des discussions. La connaissance de l'idiome national est au centre des débats de société depuis de nombreuses années. Que l'on parle du droit de vote des citoyens étrangers, de l'accueil des réfugiés, de l'acquisition de la nationalité, de (des) l'identité(s) du Luxembourg, la langue est notre pierre d'achoppement. Alors qu'elle devrait être pont, elle se fait mur. Alors qu'elle devrait être partagée, elle est réservée. Nous sommes convaincus si l'avant-projet de loi tend à moduler les exigences linguistiques, ce n'est pas pour brader l'accès à la citoyenneté. C'est parce que nombreux, parmi ceux qui ont tissé des liens forts

avec cette terre, n'ont tout simplement pas les bagages pour l'apprendre. Doit-on pour autant les laisser à la marge ? Certes, la langue nationale est sans conteste un facteur d'unité. Comme tant d'autres. En faire le seul serait réducteur pour un pays dont l'une des grandes forces est le multilinguisme. L'ouverture de la nationalité à ceux qui ne maîtrisent pas bien le luxembourgeois ne met pas en péril cet « être » luxembourgeois. C'est notre conviction. Nous espérons qu'elle soit partagée par le plus grand nombre.

CLAE



DE GAUCHE À DROITE : JEAN PHILIPPE RUIZ, ANITA HELPIQUET, FRANCO BARILLOZZI

© CLAE, 2015

débats ou les prestations sur scène, sont une manière aussi d'apprendre à occuper l'espace public.

Anita Helpiquet : Il me semble que pour certaines personnes qui ne sont pas au Luxembourg depuis longtemps, le Clae a une grande importance symbolique. Il est aussi vecteur d'émancipation.

Jean Philippe Ruiz : La suite des indépendances coloniales, pour certaines immigrations plus récentes, notamment lusophones, se négocie encore au Clae, car toutes les Histoires n'ont pas été dites.

Vous êtes arrivés à trois périodes différentes de l'histoire du Clae. Quel est pour chacun d'entre vous le souvenir le plus marquant ?

Franco Barillozzi : Après plus de trente ans d'engagement, il est difficile pour moi de dégager un seul souvenir. Ce que je retiens le plus, ce sont les relations d'amitié et de respect qui se sont construites entre personnes, quelles que soient leurs origines culturelles ou sociales.

Jean Philippe Ruiz : Je ne citerais pas non plus un souvenir particulier. Ce qui m'a marqué personnellement,

c'est de rencontrer une humanité en mouvement, mais surtout une humanité debout.

Anita Helpiquet : J'ai beaucoup de souvenirs du projet A citoyenneté égale (projet transfrontalier porté en 2008-2010, qui visait à encourager la participation sociale, politique, culturelle et économique des ressortissants des pays tiers sur le territoire de la Grande Région, *ndr.*). Et à travers ce projet, je rejoins les sentiments de Franco et Jean Philippe, les liens qui se sont créés et l'humanité, la dignité rencontrées.

Dans un monde en constante mutation, où les mouvements migratoires sont de plus en plus importants, notamment au Luxembourg, quels sont les défis à relever pour le Clae ?

Anita Helpiquet : Il est certain que nous aimerions mieux faire comprendre la portée de l'action du Clae. Nous touchons essentiellement des personnes qui n'ont pas forcément beaucoup de visibilité, de réseaux institutionnels. Cela a des conséquences sur la manière dont nous sommes perçus et sur notre visibilité. Nous aimerions également mieux articuler les différentes actions du Clae services. Nous avons entamé cette démarche il y a

quelques années et je pense qu'il faut l'intensifier à l'avenir, car c'est comme cela que l'on peut construire sur le long terme. Notre plus grand défi sera aussi d'inventer de nouvelles formes de participation collectives qui soient à la fois héritières et contemporaines. Le rôle du Clae sera peut-être dans ce sens de construire une nouvelle relation entre l'action de terrain et les espaces d'échanges, de réflexions, de messages et propositions politiques.

Franco Barillozzi : La plateforme politique du Clae doit être repensée. Aujourd'hui, les associations ont changé, leurs priorités également, sans parler du contexte politique, social et économique. Les nouveaux mouvements migratoires appellent aussi d'autres types de réponses. Nous devons nous réinventer, sans pour autant oublier l'histoire, la mémoire du Clae. Le référendum du mois de juin doit nous servir d'aiguillon. Il reste un grand travail à mener au niveau de la participation des citoyens de nationalité étrangère.

Jean Philippe Ruiz : Effectivement. On parle des défis à relever pour le Clae, mais on pourrait parler des défis à relever pour le Luxembourg. Depuis que je travaille ici, j'ai l'impression que nous sommes poussés à la marge, que tout le travail que nous faisons autour de la valorisation des cultures du Luxembourg, à travers par exemple, le Festival et le Salon du livre, n'est pas entendu, comme s'il y avait un déni de leur importance. Je crois beaucoup que le droit du sol permettra de changer le Luxembourg en profondeur, et que dans quinze ou vingt ans, nous discuterons avec des personnes qui ont un autre rapport à cette terre.

**Propos recueillis
par Kristel Pairoux**



L'intégration vécue par les jeunes issus de l'immigration

Note sur une recherche en cours

L'observateur averti aura relevé que la jeunesse luxembourgeoise est éminemment diversifiée. Un simple trajet en bus ou en train donne très souvent un premier aperçu du caractère « bigarré » de cette frange de la population. Cette hétérogénéité sociale provient notamment de l'« infusion durable » de migrants à l'échelle locale et dans l'ensemble du tissu démographique. A cet égard, rappelons qu'au Grand-Duché, les flux migratoires s'étalent sur des décennies et se composent schématiquement de quatre types de migration – économique, de peuplement, de refuge et académique, lesquels s'inscrivent soit dans une logique de marché, soit dans une logique de droits.

Entre science et politique

Si cette situation d'« hyper-diversité » engage bien la totalité de la société et de ses institutions, sa (forte) politisation a tendance à dicter ses objets à la recherche en sciences sociales. Poussées par des attentes politiques, les études portant sur l'intégration des jeunes issus de l'immigration se sont ainsi développées au cours des dernières années. Dans ce contexte historique particulier, nous avons été recrutés par l'Université du Luxembourg en octobre 2014, afin d'accomplir une enquête qualitative sur les manières dont les migrants et leurs descendants prennent place dans la société grand-ducale. Ce projet est conjointement piloté par l'université (FLSHASE/INSIDE) et le Ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. Il s'étale sur une période de deux ans, allant d'octobre 2014 à septembre 2016.

Une approche phénoménologique de l'intégration

L'intégration est une notion ambiguë et, par conséquent, source de malentendus. Soyons clairs : avec ce projet, nous ne cherchons aucunement à mesurer l'intégration, car celle-ci n'est jamais un

En sociologie, « faire le détail » des choses est le seul moyen d'aller à « la chose même ». Jean-Claude Passeron, *Le raisonnement sociologique. Un espace non poppérien de l'argumentation*, Paris, Albin Michel, 2006 [1991], p. 387.

état, mais une histoire, qui varie selon les différents domaines de la vie collective et le degré de dissociation entre les dimensions « objectives » et « subjectives » de l'expérience sociale des personnes. A partir des catégories de la sociologie compréhensive et de la modélisation quadridimensionnelle de l'intégration proposée par Hartmut Esser, nous aspirons davantage à faire le détail des stratégies mobilisées par les acteurs pour envisager leur participation passée, présente et future à la société luxembourgeoise. Aussi le vécu et les rationalités sont-ils placés au centre de cette phénoménologie de l'intégration. Nous posons néanmoins l'hypothèse que les manières socialement différenciées de se situer dans un ensemble fonctionnel dépendent tout à la fois des ressources (héritées et/ou acquises) des jeunes issus de la migration et des opportunités/restrictions relatives au cadre normatif dans lequel ils réalisent leurs opérations de placement.

Le canevas méthodologique

L'enquête est essentiellement basée sur une exploitation de données de première main produites à partir d'une méthodologie qualitative. Les entretiens sont effectués auprès de deux catégories de personnes.

D'une part, nous interrogeons douze experts et professionnels dans les domaines de la jeunesse, de la migration et de l'intégration. Ces personnes sont concrètement invitées à livrer leurs connaissances sur la thématique de l'étude. C'est leur « compétence » qui est notamment sollicitée. Cette notion renvoie ici à leur capacité à avoir quelque chose à dire. Elle ne sous-entend pas un jugement de valeur sur leur niveau de savoir. Ces individus proviennent aussi

bien de la société civile et du monde académique que du champ politico-institutionnel. Leur « expérience » offre non seulement la possibilité de dévoiler des aspects peu connus du sujet, mais elle facilite aussi l'accès au terrain.

D'autre part, nous interviewons une soixantaine de jeunes issus de l'immigration. Ceux-ci sont sollicités à propos de leurs expériences individuelles. Le « registre du récit » est très clairement privilégié. Le guide d'entretien reprend deux types de questions : celles de nature biographique, factuelle et descriptive et celles où les personnes sont invitées à livrer leurs points de vue. Notre échantillon se compose de jeunes adultes, âgés de 18 à 30 ans, résidant ou travaillant au Grand-Duché. L'échantillonnage théorique croise plusieurs « critères » de sélection : lieu de naissance, sexe, âge, lieu de naissance des parents, motifs migratoires et âge d'arrivée. Par un « mécanisme de comparaison constante », nous essayons alors de recueillir des données auprès de groupes et sous-groupes peu ou prou différents, notamment dans le but de vérifier nos hypothèses d'interprétation. Cela suppose bien évidemment de « faire parler » les ressemblances et dissemblances entre les cas individuels. Dans cette dynamique d'action-réflexion, la collecte des données sera parachevée lorsque nos catégories d'analyse auront atteint un point de saturation. Le projet est donc à suivre...

Pierre Weiss
Sara Steinmetz

Research Associates
UNIVERSITE DU LUXEMBOURG

Il est important de garder le contact avec son enfant

Au Luxembourg, plus de 10% des élèves sont en rupture scolaire et quittent l'école sans qualification. Les raisons de ce décrochage sont multiples et les conséquences sont lourdes, à la fois pour l'adolescent concerné et pour la société. De nombreuses initiatives existent pour lutter contre le décrochage, en amont, donc dans le maintien scolaire, et en aval, après le décrochage. Parmi celles-ci, le Centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS) et l'Action locale pour jeunes (ALJ), deux services du ministère de l'Education nationale, de l'enfance et de la jeunesse.

Le CPOS s'adresse aux adolescents, aux parents, aux familles et aux professionnels du réseau psycho-socio-éducatif. Le CPOS s'engage dans le domaine du maintien scolaire au travers notamment de la Plateforme Accrochage Scolaire (PAS) et de nombreuses actions pédagogiques autour du relationnel, de l'estime de soi. Le projet PAS travaille en réseau, avec les parents, les enseignants, les élèves.

L'ALJ, à travers une dizaine de bureaux régionaux, propose un accompagnement personnalisé lors de la phase de transition entre lycée et vie professionnelle. Elle soutient les jeunes pour établir et réaliser un projet professionnel et lors des différentes étapes en vue d'obtenir un poste d'apprentissage (organisation pratique, préparation du dossier personnel etc.). Elle a également une mission de suivi et de soutiens systématiques des décrocheurs scolaires.

Lors d'une soirée d'information organisée par le Clae le 21 septembre dernier, nous avons posé trois questions à Claudine Colbach, chargée de direction de l'Action locale pour Jeunes, et Claire Russon, psychologue au Centre de psychologie et d'orientation scolaires.



© FOTINI KAPARELOU / CLAE

Quels sont les chiffres du décrochage scolaire ?

Claudine Colbach : Pour l'année 2012/2013, 1643 élèves sont sortis du système scolaire sans diplôme. C'est un chiffre assez bas par rapport à d'autres années. Parmi eux, environ 400 se sont réinscrits dans une autre école, soit au Luxembourg, soit à l'étranger, le plus souvent en Belgique. Mais près de la moitié de ces élèves ont définitivement quitté l'école. Les classes qui sont le plus confrontées au décrochage sont les classes de 9e, lorsque l'élève doit faire un choix d'orientation, ou quand l'école fait ce choix pour lui à cause de ses notes. Il y a également beaucoup de risques dans les classes du régime professionnel. Le décrochage existe aussi dans les classes de 10e et 11e de l'enseignement technique, lorsque le choix de l'élève ne correspond pas à ses attentes. Il survient le plus souvent entre 15 et 17 ans. Les garçons sont plus touchés que les filles, ainsi que les élèves de nationalité étrangère par rapport aux élèves luxembourgeois.

Quelles sont les causes du décrochage scolaire ?

Claire Russon : Il ne s'agit jamais d'un seul facteur mais de différents éléments qui sont à prendre en considération. Une grande partie se joue dans la personnalité du jeune, un manque de motivation, une mauvaise orientation ou des difficultés d'appren-

tissages ; mais cela peut également dépendre de la relation qu'il entretient avec ses pairs ou l'enseignant, l'environnement familial,... c'est un phénomène très complexe. Pour chaque jeune, il y a un parcours différent, des facteurs différents. Lorsqu'il y a un apprentissage, la question de trouver un patron est cruciale. Il n'est pas toujours évident de trouver un poste et le jeune se retrouve souvent démuné.

Quels sont les signes avant-coureurs du décrochage ? Que peuvent faire les parents ?

Claire Russon : Les signes importants des malaises génériques peuvent se retrouver par rapport à d'autres problèmes : l'isolement, l'absentéisme, des troubles du sommeil, de l'alimentation. Parfois une dépendance accrue aux écrans (réseaux sociaux, jeux). Il y a également les performances scolaires, l'échec. Mais nous avons déjà remarqué des élèves qui ont des notes tout à fait convenables et qui sont tout de même en train de décrocher, des élèves doués mais qui ne voient plus de sens à l'apprentissage ou qui sont sujet au harcèlement. Il est important pour les parents de garder le contact, le dialogue avec leur enfant, même si son comportement est difficile.

Propos recueillis par Kristel Pairoux

www.cpos.lu

www.alj.lu

« Qui ne sait pas ? »

L'Association humanitaire pour les droits de l'Homme et la démocratie en Iran a été créée en 2011. Ses membres militent contre le régime iranien, dénonçant sans relâche les violations des libertés fondamentales, les atteintes aux droits de l'Homme. Au cours des trois dernières décennies, il y a eu plus d'exécutions en Iran pour des motifs politiques que dans n'importe quel autre pays du monde. Nous avons rencontré Batool Feghahaty et Farideh Ab Salan, respectivement Présidente et Trésorière de l'association.

Pour comprendre le sens de votre association, pouvez-vous nous dire quelques mots sur le contexte de votre venue au Luxembourg ?

Batool Feghahaty : Je suis arrivée au Luxembourg en décembre 2004 et j'ai demandé le statut de réfugiée politique. La liberté d'expression n'existe pas en Iran. J'ai passé 6 années en prison et mon mari 4 années. Une fille de 17 ans était avec nous, elle a été exécutée par le Gouvernement. Je ne pourrai jamais oublier. J'ai également perdu mon frère qui était étudiant et qui a été exécuté. Ce n'était plus possible pour moi de rester. Voilà pourquoi je suis partie.

Farideh Ab Salan : En février 2007, je suis venue rejoindre mon mari qui était déjà au Luxembourg depuis 2004. Moi aussi, j'ai perdu mon frère, simplement parce qu'il vendait des journaux. Mon mari a passé 5 années en prison. En Iran, il est difficile d'avoir une vie normale pour quelqu'un qui est actif en politique. J'ai encore de la famille là-bas. Elle a été menacée. Ils ont dit à mon frère que je pouvais revenir, que l'Iran était un pays libre, que ma mère m'attendait... ce ne sont que des mensonges. Mon frère m'a dit : « Si tu penses que ton chemin est juste, tu continues ». Mon père est décédé il y a deux mois et demi et je n'ai pas pu le revoir une dernière fois...



© HUMANITÄRE ASSOZIATION FÜR MENSCHENRECHTE UND DEMOKRATIE IM IRAN ASBL

En 2011, vous avez créé l'Association humanitaire pour les droits de l'Homme et la démocratie. Dans quel but ?

Farideh Ab Salan : Notre pays est très important pour nous ; nous sommes une voix pour les Iraniens d'Iran car nous pouvons parler librement. La plupart des Iraniens du Luxembourg ne sont pas réfugiés politiques. Ils représentent une immigration plus ancienne. Un certain nombre est de religion baha'ie et ne s'engage donc pas politiquement. Voilà pourquoi, nous avons décidé de créer cette association. Nous croyons aussi que le Clae est une place où l'on peut dire notre parole.

Batool Feghahaty : Nous avons constitué l'Association humanitaire pour les droits de l'homme et la démocratie en Iran parce que nous ne pouvions pas rester sans rien faire. En 36 ans, la république islamique a exécuté 120.000 personnes. En 1988, 30.000 prisonniers politiques furent tués en l'espace de quelques mois seulement. J'ai vu les dernières informations, aujourd'hui une femme a été exécutée. Voilà pourquoi nous militons.

Farideh Ab Salan : Nous nous sommes engagés pour dire ce qui se passe en Iran. Depuis deux ans, il y a un nouveau président, Rohani, soit disant modéré.

Lorsqu'il a été élu, le monde avait espoir que la situation des droits de l'Homme s'améliorerait. Bien au contraire, sous la présidence de Rohani, contre toute attente, l'Iran a porté le nombre d'exécutions par habitant à son plus haut niveau mondial. Un dictateur n'est pas une personne modérée. Non, vraiment ce n'est pas possible...

Quelles sont les actions que vous menez ?

Farideh Ab Salan : Quoi qu'il se passe en Iran, nous le diffusons sur notre blog, sur twitter et facebook. Nous dénonçons toutes les violations des droits de l'Homme. L'Iran est un Etat fasciste religieux. Les minorités religieuses comme les baha'ies ne peuvent pas participer à la société comme nous, ils n'ont pas accès à l'université. Le nombre d'églises a été réduit. Les femmes sont discriminées ; elles ont l'obligation de porter le foulard sinon elles risquent la prison. On ne peut pas accepter cela. Chaque nuit, nous mettons sur notre blog des nouvelles qui viennent d'Iran, chaque nuit nous faisons des twitts aux médias du Luxembourg. Chaque nuit, sans arrêt. Qui ne sait pas ? A chaque situation qui se présente, dans le train, dans le bus ou à mon cours de français, je parle pour mon pays. Les gens

SUITE PAGE SUIVANTE



31^e FESTIVAL DES MIGRATIONS, DES CULTURES ET DE LA CITOYENNETÉ 2015
© PIERRE CESTER / CLAE

SUITE DE LA PAGE PRÉCÉDENTE

comprennent parce que vraiment nous avons beaucoup de douleurs encore.

Batool Feghahaty : Notre association s'inscrit dans un mouvement international qui s'appelle *La résistance iranienne*. Des rencontres sont organisées à Paris, Bruxelles, en Suisse, en Italie. Le 10 octobre dernier, nous avons participé à une conférence sur la situation des droits de l'Homme à Paris à l'occasion de la Journée mondiale contre la peine de mort. Chaque année en juin, il y a un grand rassemblement de La résistance iranienne à Paris. Nous nous mobilisons et organisons deux, trois bus au départ

du Luxembourg. Toute personne qui souhaite venir est la bienvenue. Ce meeting a réuni en juin 100.000 personnes. Des hommes politiques, des personnalités de tous les pays participent à ces rencontres.

Farideh Ab Salan : Nous sommes préoccupés par la situation des 2.200 réfugiés iraniens au Liberty Camp en Irak. Le gouvernement irakien a mis en place un blocus inhumain. Les denrées alimentaires arrivent difficilement. Ces réfugiés sont privés de médicaments, de traitements. Plus de 400 ont été déplacés vers l'Albanie pour être soignés. La communauté internationale doit intervenir pour obliger

le gouvernement irakien à lever le blocus. Différents pays de l'Union européenne, le Luxembourg, l'Allemagne, la France pourrait accueillir un certain nombre de réfugiés de ce camp, qui est une prison.

Batool Feghahaty : Le jeudi 29 octobre à 19h45, le Liberty Camp a été attaqué par des roquettes. Il y a eu 23 morts et un nombre considérable de blessés dont plusieurs dans un état très grave. C'est un crime contre l'humanité ! Notre association condamne cette attaque. Le Gouvernement américain et l'ONU doivent cesser leur comportement irresponsable par rapport à la sécurité de ce camp de réfugiés.

Propos recueillis
par Claudine Scherrer

Humanitäre Assoziation (HA)
für Menschenrechte und Demokratie
im Iran
6, rue Bender
L-1229 Luxembourg
site: <http://as-human-lu.blogspot.lu/>

Vous pouvez soutenir l'association
en versant un don sur le compte IBAN
LU47 1111 7004 9962 0000 (titulaire :
Humanitäre Assoziation (HA) asbl

CITIZENS
THIRD-COUNTRY NATIONALS
OF THE EUROPEAN UNION
RECOGNISED REFUGEES
CIDADÃOS
NACIONAIS DE PAÍSES TERCEIROS
À UNIÓN EUROPEIA
REFUGIADOS RECONHECIDOS
GRABANI
DRŽAVLJANI TREĆI ZEMALJA
NASLEĐEN U ZEMLJAMA EUROPSKE UNIJE
PRIVLAČENI IZBJEGLICE

InSitu JOBS

CLAE
SERVICES
26, RUE DE GASPERICH
L-1617 LUXEMBOURG
WWW.CLAE.LU
T (+352) 29 86 86-1
INSITU.JOBS@CLAE.LU

CITIZENS
RESSORTISSANTS DE PAYS TIERS
A L'UNION EUROPEENNE
REFUGIÉS RECONNUS

UN ACCUEIL PERSONNALISÉ, UNE
MISE EN RELATION, DES ATELIERS DE
PROFESSIONNALISATION POUR VOUS AIDER
DANS LA RECHERCHE D'UN EMPLOI.

PERSONALISED SERVICE, RELATION ESTABLISHMENT,
PROFESSIONAL WORKSHOPS TO HELP YOU IN YOUR
SEARCH FOR EMPLOYMENT.

UM ACOLHIMENTO PERSONALIZADO, ESTABELECIMENTO
DE RELAÇÕES, OFICINAS DE PROFISSIONALIZAÇÃO PARA
O AJUDAR NA PROCURA DE UM EMPREGO.

INDIVIDUALNI PRIVATNI, KONTAKT ADRESA, RADIONICE
PROFISSIONALNOG USMERAVANJA KAKO BISTE LAKEŠE
NAŠU POSAO.

مقابلات شخصية، صلة وصل، ورشات عمل
تخصصية بهدف مساعدتكم في البحث
عن عمل.

AVEC LE SOUTIEN DE

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
services de l'Etat, de l'Immigration
et de l'Intégration
Ministère de l'Intérieur
et de l'Immigration

AMIF 2014-2020

InSitu Jobs : une passerelle vers l'insertion professionnelle

Dans le cadre du Fonds européen Asile, Migration et Intégration (AMIF), le Clae services asbl propose un dispositif d'information, d'orientation et de mise en relation professionnelles en faveur des ressortissants de pays tiers en ordre de séjour et des réfugiés reconnus sur le territoire luxembourgeois

Dans un premier temps, des entretiens individualisés vont permettre de connaître la situation de la personne, ses compétences, ses attentes, les obstacles rencontrés. Il s'agira d'élaborer un projet professionnel notamment par la réalisation d'un bilan de compétences, la rédaction d'un CV, de lettres de motivation, la mise en valeur de l'expérience professionnelle, la mise à disposition d'informations administratives, l'orientation vers les structures existantes. Les personnes concernées pourront bénéficier d'une mise en relation professionnelle à travers différents réseaux que nous avons constitués. Des ateliers thématiques seront également mis en place à partir de janvier 2016 afin de transmettre aux personnes des outils favorisant la recherche positive et active d'un emploi. La participation à ces ateliers se fera sur inscription.

Des flyers en anglais, arabe, serbo-croate et portugais sont disponibles au Clae ainsi qu'en téléchargement sur notre site internet.

AGENDA

DE VENT ET DE SABLE

Exposition photographique de Vincenzo Cardile

Jusqu'au 27 janvier, CDMH, Gare-Usines, Dudelange

Après les « événements » qui ont secoué le Nord Mali en janvier 2012, quelque 450.000 personnes ont été déplacées, dont 75.000 ont investi le camp de Mbera, que les autorités mauritaniennes ont mis à disposition du HCR dans le Hodh el Charghi, une région désertique très inhospitalière, à l'extrême sud-est du pays, à une cinquantaine de kilomètres de la frontière avec le Mali. Vincenzo Cardile s'est rendu dans le camp de Mbera à deux reprises, en mai 2012 et en février 2015.

La création de cette exposition a été soutenue par le Clae.

Infos : www.cdmh.lu

Ouverture de l'exposition : du jeudi au dimanche de 15h à 18h.

« MARELLE »

PROJET PHOTOGRAPHIQUE D'HUGO PASSARELLO LUNA et LA MAGA SIN FRONTERAS, CONTE-CONCERT

Le 24 novembre

Luxembourg-Grund
Brasserie Neimënster,

– A 18h30, Hugo Passarello Luna invite à découvrir une série de 70 portraits de lecteurs de l'écrivain argentin Julio Cortázar. Ils ont été réalisés à Paris dans les lieux mentionnés dans l'ouvrage *Marelle* de l'auteur. L'exposition présentée par Cecilia Acevedo rend hommage au 100^e anniversaire de la naissance de l'écrivain.

– A 20h, *La Maga Sin Fronteras*, un voyage imaginaire dans les régions du Rio de la Plata, là où l'Afrique et l'Europe s'enlacent. Cette création est un carrefour de suggestions, de sons, des couleurs propres d'Amérique du Sud. Il est question du tango, de la milonga et du candombe, de la murga et de la habanera. Musique : Ana Karina Rossi et Carlos Buschini (voix, bass), Olivier Manoury et Martin Troncozo (bandoneon, guitare) (Tango-Jazz)

Infos : www.surfactory.com

L'INTÉGRATION NOUS CONCERNE TOUS

Tout au long du mois de novembre, la Ville de Luxembourg invite à différentes soirées thématiques. Les prochaines auront lieu aux dates suivantes :

– Le 24 novembre à 18h, Centre culturel de Bonnevoie : Faciliter l'intégration par le biais de la culture, du sport et des loisirs - Comment renforcer la cohésion sociale dans une situation de diversité ?

– Le 26 novembre à 18h, Centre culturel Hollerich : La participation socio-politique des populations issues de l'immigration. En présence de représentants de la Ville et avec la participation du CEFIS.

VISITE DU PARLEMENT EUROPEEN A STRASBOURG

Le 25 novembre

Amitié Portugal Luxembourg asbl vous propose de visiter le Parlement européen sur l'invitation de Georges Bach, député CSV. Une découverte de la Ville de Strasbourg est en outre également prévue à l'issue de la visite. Infos et réservations : info@amitie.lu.

JOURNEE NO PASARAN

Le 29 novembre, Gare-Usines, Dudelange

– A 12h30, repas commun (Inscription au tél. 621 666 690 ou l.putz@pt.lu)

– A 15h, dépôt d'une gerbe devant le monument No Pasarán

– A 15h15, présentation des travaux du chercheur Christian Steinbach, *Du nouveau sur la Guerre d'Espagne ?*

Org. : Les Amis des Brigades Internationales Luxembourg, le CDMH et la Ville de Dudelange.

43^e MICROFONO D'ORO

Le 12 décembre à 19h30, Centre culturel Artikuss à Soleuvre

L'Associazione Umbri nel Lussemburgo invite au 43^e Microfono d'Oro avec la participation de Pupo, célèbre compositeur-interprète de la chanson italienne. Les billets sont en vente au prix de 30 euros, les mardi et jeudi, de 19h à 20h30 au 17 boulevard Prince Henri à Esch-Alzette.

VIOLONS BARBARES

Bulgarie/Mongolie/France

Le 13 janvier à 20h, Salle Robert Krieps, Neimënster

« Violons Barbares » est la preuve par trois que la culture dont chacun est dépositaire peut s'enrichir sans crainte des apports de l'autre. A partir de 5 cordes mélodiques et 11 sympathiques, d'un dispositif percussif et d'une richesse d'interprétation instrumentale et vocale parfaitement maîtrisée, Dandarvaanchig Enkhjargal (Mongolie), Dimitar Gougov

(Bulgarie) et Fabien Guyot (France) façonnent un espace d'une grande originalité où chacun peut donner libre cours à sa créativité. Billetterie : www.neimenster.lu

THÉÂTRE - « CHI RUBA UN PIEDE, È FORTUNATO IN AMORE »

Le 23 janvier à 20h et le 24 janvier à 17h, Neimënster, Luxembourg-Grund

La troupe théâtrale en langue italienne du Cercle culturel des Institutions européennes présente la brillante comédie de Dario FO, *Chi ruba un piede, è fortunato in amore*. Infos et billets sur www.neimenster.lu

RENCONTRE-DÉBAT AVEC ADRIEN THOMAS : SYNDICALISME ET IMMIGRATION

Le 30 janvier à 16h au Clae

L'Association des parents et des personnes âgées d'origine espagnol asbl (APPA) en collaboration avec le Clae vous invite à une rencontre débat sur l'histoire syndicale et les immigrés avec Adrien Thomas, politologue et auteur de l'ouvrage *Les frontières de la solidarité – Les syndicats et les immigrés au cœur de l'Europe*, Presses universitaires de Rennes (2015)



MusiqCITÉ

Rencontres interculturelles, musicales et citoyennes

Organisées par la Ville de Luxembourg en collaboration avec le Clae

VENDREDI 11 DECEMBRE A 20 H

CONSERVATOIRE DE LA VILLE DE LUXEMBOURG

Entrée gratuite, merci cependant de réserver vos places :

Ville de Luxembourg - Service intégration et besoins spécifiques, tél : 4796 2389 Clae, tél : 29 86 86 1

Les tickets peuvent également être retirés à l'accueil du Conservatoire de Musique

33, rue Charles Martel, Luxembourg (lundi au vendredi de 14h30 à 17h30)

Soutenez le bulletin en vous abonnant ! L'abonnement est de 10 euros / pour 6 numéros (10 eur/an).

Pour cela, il vous suffit d'effectuer un virement sur le CCP CLAE Services asbl IBAN LU32 1111 0184 5121 0000 avec la mention : abonnement horizon.

Horizon est édité par l'asbl CLAE Services 26, rue de Gasperich L-1617 Luxembourg tél. (+352) 29 86 86-1

fax (+352) 29 86 01 – migrations@clae.lu – www.clae.lu – Coordination : Claudine Scherrer – Impression : Reka – Diffusion : 5.000 exemplaires – Parution 6 fois par an

Publié avec le soutien de l'OLAI - L'opinion exprimée dans cette publication ne reflète pas nécessairement la position officielle de l'Office Luxembourgeois de l'Accueil et de l'Intégration / Ministère de la Famille et de l'Intégration.